



Le docteur Jean Louis Richard Robinson

Selon RAZAFISAMBATRA Louis De Mon Désir, ou bien le parti socialiste français rend au candidat Jean Louis Robinson sa carte d'adhésion, ou bien il déclare officiellement sa trahison envers les idées de gauche.

Grande est ma stupéfaction en apprenant la déclaration du candidat à l'élection présidentielle, Jean Louis Robinson, comme membre du parti socialiste français ; durant sa campagne, il n'a cessé de véhiculer qu'il est bel et bien le candidat de l'ex président de la république, Marc Ravalomanana. Son comportement politique ne donne aucune lueur d'espoir au peuple malgache car il fait preuve d'une malhonnêteté intellectuelle sans vergogne. Le bon sens ne peut que le qualifier ainsi, parce que le docteur Jean Louis Robinson qui s'affiche comme un politicien de gauche, est paradoxalement le poulain de Monsieur Marc Ravalomanana, un homme d'affaires de droite et fervent défenseur de l'ultra libéralisme débridé.

Sa stratégie peut être héroïque pour lui, mais sa personnalité énigmatique, n'est pas digne de diriger le pays ; et ne soyons pas dupes car ces résultats de l'élection présidentielle, sont le fait de divers truquages et manipulations sur informatique ; ils sont l'un des corollaires pervers de la technologie moderne et ne reflètent en aucun cas le choix bien délibéré et éclairé des électeurs ; en effet, nous savons que presque tous les candidats ont refusé bizarrement le débat sur leur programme. Autant dire, profitant de l'inexistence d'une éducation citoyenne et politique pendant des décennies dans le pays, ils n'ont pas caché leur habitude de vouloir continuer la politique du statut quo. N'ayons pas honte de reconnaître qu'il n'y a pas d'élection crédible, transparente, sans débat sur le programme des candidats ; le fameux nombre « 33 » de candidats est lui-même un déficit politique, parce qu'il n'y a pas de visibilité afférente aux « familles » politiques malgaches.

S'adressant particulièrement au parti socialiste français, je tiens à rappeler que le bilan du régime de l'ex-président Marc Ravalomanana, patron de votre éventuel candidat Jean Louis Robinson, a brillé par l'entretien du nombrilisme ethnique et l'aggravation de la dichotomie politique Merina/Côtiers. Cette maladresse politique n'a fait que cultiver la haine quasi pathologique entre les citoyens malgaches. Cet ex-ministre de la santé du dictateur Marc Ravalomanana oublie qu'à cause de la politique de monopole de ce dernier, la population malgache a pataugé dans l'assomption de désespoir de ne jamais trouver de point final à la quête de vérité en matière du sens de l'existence, du droit, de morale, etc...

Mais comment accepter et imaginer qu'un candidat de gauche soit le dauphin politique d'une personne d'extrême droite dont les aspects dictatoriaux de son régime se caractérisent comme suit :

- non-respect de la sagesse malgache, et de liberté d'expression ;

- des arrestations arbitraires ;

- répartition très inégalitaire du budget de l'Etat ;

- aucune transparence sur les « biais comptables » ;

- absence de débat démocratique entre l'Etat et les collectivités territoriales décentralisées ;

- refus d'un rôle économique aux parlementaires ;

- aucune transparence entre les collectivités territoriales et le secteur financier ;

- négligence de l'investissement dans les collectivités décentralisées ;

- coopération internationale décentralisée non transparente ;

- pas de liberté de contrôle des autorités décentralisées sur les impôts et les divers fonds qu'elles ont transférés à l'Etat ;

- aucune autonomie de décision pour les autorités décentralisées ;

- contraintes, directes et indirectes, faites par l'Etat sur les pouvoirs locaux en matière de trésorerie ;

- aucun débat sur les dotations de décentralisation ;

- pas de fonds de péréquation pour éradiquer les disparités régionales ;

- inspecteurs d'Etat et chambres de comptes menacés tout le temps ;

- pas de démocratie véritablement citoyenne ;

- pas de précision dans le budget des communes de leurs relations financières avec l'Etat ;

- interdiction de transferts de compétences vers les collectivités territoriales ;

- communes, districts et régions : pas de vrais partenaires de l'Etat ;

- aucune transparence sur les accords internationaux relatifs aux protocoles financiers permettant au gouvernement d'avoir des emprunts destinés à l'achat des biens d'équipement ;

- pas de proposition d'actionnariat populaire face à la mondialisation financière, etc....

Tout cela pour affirmer que les pratiques politiques purement émotionnelle, politicienne, arrivent encore à endormir la population malgache dans le laurier de l'euphorie ; la seconde forme du machiavélisme politique (c'est-à-dire laisser la majorité du peuple dans l'ignorance de leur droits) continue d'avoir des assises solides à Madagascar. Mais malheureusement, les soi-disant observateurs internationaux, ne pensant peut être qu'à toucher leurs indemnités leur permettant d'acheter des appartements ou villas dans l'hexagone, sont insensibles à cet éternel recommencement de notre pays. De plus, ils ne viennent pas dans les coins reculés de l'île.

En outre, le monde entier (pays développés et pays pauvre) va de plus en plus mal, parce que la mondialisation du droit au développement se heurte quotidiennement au plan international à tant de complexités et divers aléas, dont en l'occurrence :

- des approches antagonistes (par exemple la maximisation de valeur pour les actionnaires par opposition à la maximisation de la richesse pour l'entreprise) ;

- les régimes de change dans le système monétaire international ;

- l'avenir difficilement prévisible des régimes de change dans le monde ;

- les zones d'ombre dans les balances de paiement ;

- les produits dérivés dans le marché des changes ;
- l'exposition au risque de change ;
- le débat inachevé sur les opérations de couverture ;
- faveur et privilèges à quelques investisseurs, etc...

Par conséquent, pour assurer la stabilité des intérêts français (et étrangers) et malgaches, un Président de la république dont la tendance politique est opaque, est vivement déconseillée. Par là même, la diplomatie et le parti socialiste français doivent également être clairs dans le choix de leur « jocker » politique à Madagascar. Cette nécessité de clarté devra se concrétiser par leur décision ferme de restituer au candidat Jean Louis Robinson sa carte d'adhésion au parti socialiste français ou de confirmer officiellement leur changement de cap en matière d'idéologie de gauche.

En tout cas, à défaut d'un dialogue national, le pays va encore s'engouffrer très prochainement dans une crise plus chaotique. Une manière de réaffirmer que l'élection imposée unilatéralement n'est pas la solution adéquate aux 483 problèmes de fond non débattus démocratiquement pendant des décennies.

Paris le 04 Novembre 2013



RAZAFISAMBATRA Louis De Mon Désir

Président d'un collectif des Associations Malgaches et Amis de Madagascar en France. Ces associations sont : le Mouvement pour le Renouveau de Madagascar ; l'Association Mouvement Ecologique de Madagascar ; Promotion et Soutien au Développement et à l'Union à Madagascar ; l'Association Culturelle KETSA ; l'Association Défense de la Fraternité entre les Individus ; Madagascar Partage ; l'Association NAMANA.